

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

Unité Territoriale
de Béthune
Centre Jean Monnet I
12 Avenue de Paris
Entrée Asturies Bat A
62400 BETHUNE

Affaire suivie par :

HEINA Francky
Tél : 03 .21.63.69.29
Fax : 03 21.01.57.26
francky.heina@developpement-durable.gouv.fr

Béthune, le 21 août 2012

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR PASSAGE AU CODERST**

Référence Transmission Exploitant en date du 28 juin 2012
Ref : EQUIPE B1 270-2012
CROUSTIFRANCE_ATHIES_RAPPORT_070.03919_21082012
N° GIDIC : 070.03919
Type d'établissement A

OBJET : Demande de bénéfice de droits acquis.

Demandeur

Raison sociale :	CROUSTIFRANCE
Siège social :	Le Haut Montigné TORCE (35370)
Adresse de l'établissement :	Allée des Atrébates zone Actiparc ATHIES (62223)
contact :	Me SORREL tél. : +32 (0) 9 242 46 84 mél : felice.sorrel@vandemoortele.com

I - Demande de l'exploitant

Par sa demande en date du 28 juin 2012 , la société CROUSTIFRANCE demande un fonctionnement au bénéfice des droits acquis pour l'exploitation d'entrepôts frigorifiques et d'un stockage de bois.

II - Situation administrative de l'installation

L'exploitation du site fonctionne sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 02 avril 2009.

L'exploitation des chambres froides existantes est, à ce jour, classée sous la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées. Le stockage de bois est rangé sous la rubrique 1530.

L'exploitant a précisé, dans sa demande, le volume susceptible d'être stocké :

- dans les entrepôts frigorifiques : 10 600 places palettes, soit un volume de 21 200 m³ ;
- dans son local de stockage : 600 m³ de bois.

III - Rappel réglementaire

Le décret 2010-367 du 13 avril 2010 :

- a créé une nouvelle rubrique des installations classées visant l'activité spécifique d'entrepôts frigorifique (1511) et de dépôt de bois (1532). Le volume susceptible d'être stocké est le critère inhérent de classement ;
- a donc modifié les rubriques 1510, 1530 et parallèlement la 2920.

L'article L.513-1 du Code de l'Environnement prévoit que :

« Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret. ... »

L'article R.513-1 du Code de l'Environnement stipule que :

« Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :

- 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration ;*
- 2° L'emplacement de l'installation ;*
- 3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée. ».*

IV - Avis de l'inspection des installations classées

L'exploitant a fourni, dans sa demande, les éléments demandés par les dispositions des articles L et R.513-1 du Code de l'Environnement.

L'installation a été régulièrement mise en service et autorisée.

La nature, les volumes déclarés de l'existant permettent de statuer sur le régime des entrepôts frigorifiques. Ces derniers sont donc soumis à déclaration vis à vis de la rubrique 1511. Le stockage bois de 600 m³ est non classé.

La demande formulée par l'exploitant peut donc conduire à ce que l'exploitation des entrepôts frigorifiques bénéficie des droits acquis.

V - Conclusions

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 02 avril 2009 doit faire l'objet d'une actualisation selon les nouvelles rubriques de la nomenclature des installations classées.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été adressé à l'exploitant le 24 août 2012, celui-ci nous a informé qu'il ne formulait aucune observation sur le projet.

VI - Suites administratives

Nous proposons à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais :

- en application de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, après avoir recueilli l'avis des membres du CODERST, d'acter l'actualisation des rubriques par la modification du tableau repris en l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 02 avril 2009 sous la forme d'un arrêté préfectoral complémentaire selon le projet joint en annexe 1.

L'Inspecteur des Installations Classées,

Francky HEINA.

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet du département du Pas-de-Calais,
Direction des Affaires Générales – Bureau des Procédures d'Utilités Publique – Section
Installations Classées

P/Le Directeur, par délégation
L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines
Chef de Mission
Chef de l'Unité Territoriale de BETHUNE,

Frédéric MODRZEJEWSKI.